

comme la voie unique du salut, et refusèrent de donner l'absolution à ceux qui n'étaient pas inscrits sur la liste des affiliés. Ce fut dans ces circonstances que le sanguinaire Charles IX rendit au démon son âme exécration. Avant de mourir il avait institué sa mère régente du royaume, et lui avait confié l'autorité souveraine. Mais Henri d'Anjou ne lui laissa pas longtemps en mains le pouvoir; dès qu'il eut appris la mort de son frère, il abandonna son royaume de Pologne et revint en France, où il se fit couronner sous le nom de Henri III.

Quant au pape, il ne parut nullement s'inquiéter de ce changement de souverain; il laissa agir les Guises et s'occupa d'organiser de nouveaux massacres sur d'autres points, afin d'avancer ce qu'il appelait l'extirpation de l'hérésie; à cet effet, il fournit des sommes considérables à Philippe II et à l'empereur pour les mettre en état de rétablir le papisme chancelant en Allemagne et dans les Pays-Bas; pour le même objet, il donna cent mille ducats à l'archiduc Charles, autant aux chevaliers de Malte, et sept mille ducats au duc de Brunswick. Puis, comme sa Sainteté était impatiente de voir la guerre engagée entre les catholiques et les calvinistes de France, elle fit offrir quatre cent mille écus d'or à Henri III pour qu'il secondât les vues de la cour de Rome. Le prince accepta l'argent, promit tout ce qu'on voulut, sans toutefois avancer en rien les affaires; car, au lieu de lever des troupes et de se mettre en état de faire la guerre, il continua à dépenser les trésors de la nation en parures de femmes, en bijoux, en dentelles, en fêtes, en carrousels, en mascarades et en orgies. Grâce à l'infâme Catherine de Mé-

dicis, la cour de France était devenue un cloaque d'impuretés, où l'hypocrisie le disputait au cynisme, où les saturnales les plus ignobles succédaient à des représentations burlesques de dévotion; les jeunes seigneurs vivaient entre eux dans une intimité scandaleuse, se donnaient publiquement des témoignages de leurs étranges amours, et briguaient l'insigne honneur d'être distingués du roi et de partager son lit. Ce n'étaient que duels, viols, adultères, meurtres et incendies; ce n'étaient que bals, festins et orgies, à la suite desquels Henri III, avec sa cour de mignons, parcourait les foires, les marchés, les places publiques, insultait à la pudeur des femmes et des filles, faisait violence aux jeunes garçons, et frappait de sa dague les pères et les mères qui osaient défendre leurs enfants.

Puis, pour faire pénitence, ces débauchés se revêtaient de frocs et de capuces rouges, noirs, blancs, verts ou bleus, et venaient faire leurs dévotions dans les églises; après quoi ils se rendaient, jeunes et vieux, chez les astrologues et chez les devins; les vieux pour acheter des talismans qui les fissent aimer de leurs maîtresses, les jeunes pour se faire composer des philtres qui les débarrassassent des vieux maris. Car à cette époque de démoralisation, tous, hommes ou femmes, ne se faisaient aucun scrupule de se servir du poignard ou du poison pour se défaire d'un rival; ainsi le duc de Guise ne craignit pas de poignarder jusque dans l'antichambre du roi un gentilhomme qu'il avait surpris avec sa maîtresse; Villequier eut l'audace de tuer au milieu du Louvre sa femme, enceinte de deux enfants, qu'il avait trouvée dans son propre lit avec son amant; une duchesse osa se vanter

d'avoir fait mourir son mari en l'enivrant de voluptés et de caresses réprouvées. Telle était la cour de France, quand le poison vint délivrer le royaume de l'exécrable cardinal de Lorraine, le chef de la ligue et l'âme de la faction des Guises.

Le parti des réformés profita du moment de confusion où cet événement jetait les Guisards pour arracher au roi de grands avantages; ils obtinrent entre autres choses que la France se déclarât contre l'Espagne, et prit des mesures pour secourir leurs coréligionnaires des Pays-Bas, et pour chasser de la Flandre les armées de Philippe II; ce qui était d'autant plus urgent que Louis Resquesens, successeur du duc d'Albe, semblait avoir pris à tâche d'égaliser ce monstre en fanatisme et en atrocités.

Dans l'intervalle arriva l'époque indiquée par Grégoire pour le jubilé universel. Comme d'ordinaire une affluence considérable de fanatiques accourut de toutes les parties de l'Europe, et vint apporter des monceaux d'or au successeur de l'Apôtre. Le prince de Clèves, le prince de Parme et le grand duc de Toscane se distinguèrent par leurs libéralités; et grâce à eux, le souverain pontife se vit en état de soulever de nouvelles bandes d'égorgeurs pour assurer le triomphe de la religion.

En France, les ligueurs avaient aussi relevé la tête; et sans plus s'inquiéter de la mort du cardinal de Lorraine, ils avaient élu pour leur chef le jeune Henri de Guise, fils de François de Guise, assassiné sous Charles IX. Les clubs de jésuites reprirent le cours de leurs séances, et s'occupèrent de questions politiques comme s'ils eussent été reconnus par la na-

tion. A la suite de leurs prédications, des émeutes éclatèrent et menacèrent de troubler gravement la tranquillité publique. Henri de Navarre, le prince de Condé, le duc d'Alençon, profitèrent de ces désordres pour s'évader de Paris, où ils étaient gardés à vue depuis la Saint-Barthélemi, et coururent se mettre à la tête des réformés.

Henri III, livré à la merci des Guises, ne savait à quel parti s'arrêter: s'il déclarait la guerre aux calvinistes, il craignait de succomber dans la lutte; s'il se prononçait pour la paix, il redoutait d'attirer sur sa tête la haine des Guisards. Dans cette extrémité, il résolut d'assembler les états généraux et de s'en rapporter à ce qu'ils décideraient; en conséquence, il convoqua les députés des provinces à Blois, et leur demanda quel était le moyen le plus sûr de rétablir le calme dans son royaume. Ceux-ci, qui se trouvaient presque tous affiliés à des congrégations et placés sous l'inspiration des jésuites, répondirent que sa majesté n'avait d'autre parti à prendre que de réduire la France à l'unité de religion, c'est-à-dire à l'exercice exclusif du papisme, et pour cela qu'on devait continuer les massacres des réformés. Henri III se rangea alors du côté de la ligue et s'en fit nommer le chef. Toutefois il eut soin de changer les anciens statuts et d'en faire éliminer les clauses attentatoires à la dignité royale; ensuite il fit accepter les nouveaux règlements aux états, et donna ordre qu'ils fussent promulgués pour être obligatoires dans toute l'étendue de son royaume. Après une déclaration aussi solennelle, on avait tout lieu de supposer que la guerre avec les huguenots allait recommencer avec une nouvelle fureur: il n'en fut rien; le prince manquait d'argent pour lever des

troupes, et les états refusèrent d'en donner. Henri, effrayé de sa position, se voyant chef d'une ligue qui le haïssait, et en butte à l'insolence du duc de Guise, qui en toutes circonstances affectait de le traiter avec mépris, entra en pourparlers avec les princes huguenots et conclut avec eux la paix de Poitiers. Par ce traité les réformés acquéraient le droit de construire des temples et de tenir des synodes; on leur rendait en outre la jouissance de leurs biens et de leurs dignités; on réhabilitait la mémoire de l'amiral de Coligny, ainsi que celle des autres victimes de la Saint-Barthélemy; enfin, sa majesté autorisait le mariage des prêtres.

Cet édit, loyalement exécuté, eût, sans aucun doute, ramené la prospérité dans le royaume; mais personne ne crut à la sincérité de Henri III; et d'ailleurs, le pape et le duc de Guise avaient trop d'intérêt à ce que les désordres devinssent perpétuels, pour ne pas employer leurs efforts à rallumer une guerre civile plus vive et plus sanglante qu'auparavant. D'abord, sa Sainteté envoya en France le jésuite Henri Sammier, homme plein de finesse et d'astuce, habitué à prendre toutes sortes de travestissements, à jouer toutes sortes de rôles, qui était enfin le plus habile diplomate de l'époque, et il le chargea d'attiser le feu de la révolte. De son côté, Henri de Guise recruta une multitude d'ambitieux, de gens sans aveu, pris dans toutes les classes de la société, qu'il sut allécher par l'espoir du pillage, et il s'en forma une armée. Plus que jamais le duc prit les allures d'un roi et montra son dédain pour Henri III, si bien que celui-ci commença à craindre qu'on attentât à ses jours; et pour se prémunir contre ce danger, il institua un ordre composé de cent personnes de la

première noblesse, qu'il appela l'ordre du Saint-Esprit. Il nomma quatre-vingt-sept chevaliers et quatre grands officiers, qui tous s'engagèrent par serment à exposer leurs biens et leur vie pour la défense du roi et pour celle de la religion. Il fit l'inauguration de cette société à la Pentecôte, jour de sa naissance, et qui, par une coïncidence bizarre, se trouvait être l'anniversaire de son couronnement comme roi de Pologne et celui de la mort de Charles IX. Il donna le titre de commandeurs aux membres de cet ordre, ayant le dessein de les pourvoir tous de commanderies et de riches bénéfices.

L'exemple du roi de France gagna la cour de Rome, et Grégoire XIII chercha à se créer de nouveaux défenseurs. Il rétablit l'ordre de Saint-Basile, qui avait compté jusqu'à cinq cents monastères dans le seul royaume de Naples, et décréta que tous les hiéronymites qui habitaient l'Occident ne formeraient plus à l'avenir qu'une même congrégation, soumise à un seul abbé, qui recevrait ses instructions du saint-siège; ensuite il fonda à Rome vingt collèges ou séminaires, dirigés par les jésuites, qui ressortissaient de sa juridiction, et qui étaient destinés aux Anglais, aux Allemands, aux Grecs, aux Maronites, aux juifs, aux athées et aux repentants; enfin, il étendit ses fondations pieuses jusque dans la Bohême, dans la Moravie, dans la Lithuanie, dans la Transylvanie et même dans le Japon. Toutefois, le soin que Grégoire apportait à l'organisation des établissements qui devaient préparer l'asservissement des générations nouvelles au saint-siège, en le rendant maître de l'éducation de la jeunesse, ne l'empêchait pas de soulever les peuples les uns contre les autres, et de

préparer des révolutions sanglantes dans tous les états d'Europe. Ainsi il sut mettre à profit le séjour de don Juan d'Autriche à Rome, pour faire adopter à ce prince un projet de conspiration contre Élisabeth, qui ne consistait rien moins qu'à la faire assassiner pour délivrer Marie Stuart, et à ménager un mariage entre lui et la nouvelle reine d'Angleterre. Le seul obstacle que prévoyait le pontife à l'exécution de leurs desseins étant l'intervention des Hollandais, il conseilla à don Juan de prendre le gouvernement des Pays-Bas, afin de tenir en échec le duc d'Orange, qui se trouvait alors souverain de toute la Hollande, et de l'empêcher de secourir les hérétiques de la Grande-Bretagne. Le prince se rendit à ces raisons, et se hâta d'arriver dans la province de son gouvernement pour recommencer les massacres du féroce duc d'Albe.

A partir de ce moment, les menées et les intrigues de la cour de Rome prirent une grande activité en Angleterre, et tous les catholiques s'apprêtèrent à seconder le mouvement réactionnaire. Mais Élisabeth était sur ses gardes; le complot fut découvert, et plusieurs jésuites payèrent de leur tête leur dévouement au pape. La reine ne s'en tint pas à quelques exécutions partielles, elle renouvela les lois portées contre les catholiques, leur enleva leurs églises, les chassa des couvents, leur défendit de se rassembler, et leur ôta le libre exercice de leur culte.

Grégoire ne se laissa pas abattre par ce premier revers; il ne renonça nullement à l'espoir d'élever Marie Stuart et don Juan sur le trône d'Angleterre, et de rétablir le catholicisme dans les îles Britanniques; seulement il crut devoir apporter

quelque modification dans sa politique, et commencer par écraser les calvinistes de la Hollande avant d'attaquer ceux de la Grande-Bretagne. A cet effet il envoya auprès de don Juan un nonce appelé Séga, porteur de sommes considérables qui devaient servir à lever des troupes et à soudoyer des espions et des assassins. Cet ecclésiastique avait en outre une ample provision de brefs pour accorder des indulgences plénières aux fanatiques qui combattraient sous l'étendard de l'Église romaine, quelle que fût du reste l'énormité de leurs crimes.

Il était temps que don Juan reçût des secours, car il était absolument sans argent et presque sans soldats; déjà même sa position précaire l'avait forcé à entrer en arrangement avec les Belges, et à donner son approbation à un édit qui avait été décrété par l'assemblée des états dans la ville de Gand, et qui était appelé Édit de pacification de Gand. Mais à peine se crut-il en état de résister aux Belges, qu'il rompit le traité consenti avec les réformés de Hollande et de Zélande, et qu'il reprit toute la morgue et l'insolence d'un tyran. Mal en arriva au gouverneur; la population de Bruxelles courut aux armes, le chassa de ses murs avec sa soldatesque, appela le prince d'Orange et lui conféra la dictature des Pays-Bas. La noblesse catholique seule refusa de reconnaître le prince d'Orange pour son chef; néanmoins comme elle avait une haine égale pour les Espagnols et pour les réformés, elle se rangea sous les drapeaux de l'archiduc Matthias, frère du nouvel empereur Rodolphe, qui avait succédé à Maximilien II. Les bourgeois, plus sages que les nobles, préférèrent le salut public au triomphe de leur cause; et afin

de ne donner aucun prétexte à ceux-ci de se retirer de la lutte, ils remirent l'exercice du pouvoir à Mathias, et se contentèrent de placer le prince d'Orange dans son conseil, en qualité de lieutenant.

Philippe II, se voyant à la veille de perdre les Pays-Bas pour avoir voulu suivre les conseils du pape, prit enfin la résolution de ne plus se conduire que par ses propres inspirations. Préalablement il envoya en Belgique le duc Alexandre Farnèse avec une nombreuse armée pour reconquérir les provinces et les villes qui lui avaient été enlevées. Alors ce malheureux pays se trouva déchiré par quatre factions, qui toutes se disputaient des lambeaux de territoire les armes à la main : d'un côté, les républicains cherchant à abattre le parti des prêtres; de l'autre, Mathias et don Juan, tous deux faisant des efforts prodigieux pour se maintenir sur un trône ensanglanté. Du reste, dans cette lutte, le rusé Mathias gagnait chaque jour du terrain sur son adversaire; comprenant la nécessité pour lui de s'appuyer sur les peuples, il avait eu soin de se prononcer pour la liberté de conscience, et de rétablir les temples protestants qui avaient été brûlés dans le Brabant, dans la Flandre et dans la Gueldre. Cet acte de tolérance excita, il est vrai, la colère des prêtres, des jésuites et des moines; mais il ne s'en inquiéta en aucune façon, et se contenta de bannir ceux qui refusèrent de prêter serment d'obéissance à la constitution.

Dans l'intervalle, don Juan d'Autriche mourut, et fut remplacé dans son gouvernement par le prince Alexandre de Parme, catholique enragé, qui aspirait à la gloire de surpasser le duc d'Albe en cruautés. D'abord il fit égorger douze

mille habitants de Maestricht, pour les punir d'avoir défendu leurs murailles pendant huit mois d'un blocus rigoureux. Ensuite il s'attacha à entretenir des discordes entre les Flamands, en flattant la noblesse catholique et en ratifiant l'édit perpétuel; ce qui lui réussit à merveille et entraîna la désertion des seigneurs, et par suite celle des soldats catholiques, qu'on désignait par le sobriquet de soldats du Pater noster. Cette défection détermina les Provinces-Unies à prendre une résolution vigoureuse et à retirer le gouvernement à Mathias pour l'offrir au duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou depuis l'élévation de Henri III au trône de France; les députés des états lui firent jurer une constitution également favorable aux réformés et aux catholiques, et se déclarèrent à jamais affranchis de la domination de Philippe II. Ainsi cette fois encore les tentatives de la cour de Rome contre les réformés de la Belgique et de la Hollande eurent un échec complet. Grégoire se rejeta alors sur la Grande-Bretagne, où il n'avait pas cessé d'entretenir des intelligences. Par ses ordres, des bandes de jésuites passèrent en Irlande pour préparer un soulèvement contre la reine; et quand tout fut disposé, des troupes italiennes s'embarquèrent à Civita-Vecchia, sous la conduite du marquis Thomas Steinult, catholique anglais, pour faire une descente sur les côtes d'Irlande.

Sa Sainteté ne s'en tint pas à cette démonstration contre Élisabeth; elle institua un ordre de missionnaires particuliers pour aller prêcher la révolte en Angleterre, et forma une cohorte de soixante-quatre jésuites anglais, écossais et irlandais, qui prêtèrent serment d'employer tous leurs efforts, et